

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

ANDRÉ PINARD

La statistique et la mesure de la richesse

Journal de la société statistique de Paris, tome 47 (1906), p. 235-246

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1906__47__235_0

© Société de statistique de Paris, 1906, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

IV

LA STATISTIQUE ET LA MESURE DE LA RICHESSE

Le *Journal de la Société de statistique de Paris* publiait la note suivante à la date du 10 février 1903 :

« M. Adolphe Coste, ancien président de la société, décédé le 17 octobre 1901, lui a fait un legs important en exprimant le désir que les arrérages en fussent consacrés, dans la mesure du possible, à la publication périodique d'une évaluation détaillée de la fortune publique et privée de la France.

« Des concours successifs seront ouverts à cet effet. Dès maintenant, et à titre d'étude préliminaire, un premier concours est ouvert en 1903.

« Un prix de 500 fr., qui portera le nom de PRIX COSTE, sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur *la méthode et les cadres d'une évaluation détaillée de la fortune de la France*.

« En fait de programme, le conseil de la société croit devoir entrer dans les vues du testateur, en laissant la plus grande liberté aux concurrents. Il croit néanmoins devoir attirer leur attention sur les réflexions émises par M. Coste lui-même dans la séance du 5 février 1901 de la Société d'économie politique où avait été adoptée, comme sujet de discussion, la question suivante : « Considérations sur l'évaluation de la richesse publique en France ⁽¹⁾. » Nous citerons encore le discours présidentiel de M. Coste à notre société en 1893 ⁽²⁾. »

(Suivent les conditions d'envoi.)

Ce concours n'eut pas de résultat, malgré la publicité des principaux organes de la presse et des revues spéciales.

Une commission, présidée par M. Émile Levasseur, membre de l'Institut, administrateur du Collège de France, décida qu'il y avait lieu de modifier les conditions du concours, en en définissant plus clairement l'objet et surtout en augmentant de beaucoup la valeur du prix.

Une note spéciale parut à cet effet dans le *Journal de la Société de statistique* (numéro de mars 1904, p. 120) et fut publiée dans les revues spéciales et les principaux journaux. Nous ne citerons ici que les parties modifiées :

« Un concours est ouvert à cet effet en 1904 et sera clos à la fin de 1905.

« Un prix de 3 000 fr. qui portera le nom de PRIX COSTE sera décerné à l'auteur du meilleur mémoire sur le sujet suivant : *Quelles sont les meilleures méthodes d'évaluation de la fortune de la France (fortune publique et fortune privée, capitaux et revenus)*? Le candidat aura à discuter les sources d'informations, et à proposer des cadres statistiques. Il pourra faire application de ses conclusions à une branche particulière de la richesse ou à une région déterminée. »

Ce nouveau prix, très tentant, et par la notoriété qu'il aurait apportée à son bénéficiaire, et par l'importance de la somme en espèces qui lui aurait été attribuée, n'a pu cependant être décerné.

A quelle cause attribuer le peu de succès qu'a rencontré jusqu'à présent la pensée généreuse de notre bienfaiteur ?

1 *Bulletin de la Société d'économie politique*, 1901, p. 30.

2 *Journal de la Société de statistique de Paris*, 1893, p. 42.

Ce n'est certes pas que le sujet à traiter soit indifférent ; on conçoit sans peine l'intérêt considérable qu'ont les économistes à posséder une mesure de la richesse nationale. L'économie politique est, en effet, au premier chef, une étude de la richesse ; elle se propose par l'analyse de la puissance économique de l'homme d'apprendre les lois qui gouvernent son développement ou sa décadence, qu'il s'agisse de production, de distribution, de consommation. C'est en dernier ressort autour de ce pouvoir de satisfaction qu'a lieu le débat théorique ; c'est de lui également que découlent toutes les solutions pratiques ; c'est, en un mot, la pierre angulaire de notre science : sa raison, en même temps que sa fin. Mais les économistes ne sont pas seuls intéressés à cette question, la nombreuse phalange des hommes politiques n'en est pas moins occupée : dans le monde moderne, la quasi-unanimité des intérêts se rattache à cette sphère de l'activité humaine. Ne voyons-nous pas même les édificateurs d'une cité future compter sur les progrès de la statistique pour remplacer la monnaie et le prix dans le rôle qu'ils jouent dans l'adaptation de l'effort au besoin ? Ce n'est ni l'attrait de la récompense, ni l'intérêt du sujet qui sont ici en défaut.

Il nous faut donc porter notre examen sur la nature même du sujet et peut-être sa complexité nous donnera-t-elle la clef de l'énigme.

Tout d'abord, les divers intéressés ne se placent pas tous au même point de vue, ne portant pas tous un jugement identique sur l'essence même de la matière à mesurer ; la conception fiscale de la richesse diffère de la conception sociologique : la première s'attache surtout à la masse absolue, la seconde tient plutôt compte de sa répartition. Le propriétaire de terres arables attachera une grande importance à l'élévation des fermages, le commerçant ou le banquier à l'activité des échanges, etc. Ce sont là toutes conceptions différentes entraînant, *ipso facto*, des méthodes particulières qui ne peuvent être employées à la fin d'obtenir une vue d'ensemble sans d'importantes corrections, et, chose plus grave, les cadres statistiques établis d'après ces méthodes peuvent, dans certains cas, donner des résultats contradictoires, suivant qu'ils s'appliquent au cas particulier ou au cas général. Il en résulte que, même dans des branches particulières, il est dangereux de faire abstraction complète de la notion de richesse générale.

En second lieu, et pour ceux qui, par la nature de leurs études et la tournure de leur esprit, se portent plus volontiers vers les généralités, pour ceux qui veulent et savent s'élever au-dessus des aspects particularistes, se dressent d'autres difficultés, venant encore s'ajouter à celle de combiner les points de vue particuliers, qui tous, comme nous venons de le dire, comportent une part de vérité avec une part d'erreur. On voit dès l'abord s'imposer le défaut de concordance entre les méthodes suivies pour recueillir les données. On s'aperçoit ensuite que les données, sur lesquelles il est permis de s'appuyer avec quelque certitude, ont été serrées de si près et traitées de façon si ingénieuse qu'il paraît difficile d'apporter une contribution aux efforts des maîtres qui ont déjà vulgarisé leurs travaux. Mais il existe, à côté de ces difficultés qu'on peut considérer comme étant d'ordre secondaire, une raison d'ordre général sur laquelle nous nous proposons d'insister et dont la mise en évidence est le but que nous nous sommes donné : il se crée autour du fonctionnement de la statistique, en tant que mesure de la richesse, une sorte de malentendu qui semble écarter quelques bons esprits de l'étude raisonnée des apports considérables que fait à la science le travail patient et fécond de nos statisticiens.

On voudrait voir, dans les chiffres recueillis et savamment groupés par eux, une preuve convaincante, absolue, mathématiquement exacte de la marche des phénomènes qu'ils se proposent de mesurer et, comme on ne trouve pas une certitude de cette nature, on s'écarte avec scepticisme.

Le lecteur ne trouvera pas ici une nouvelle forme de statistique, mais seulement une tentative d'exposition du degré d'avancement de la science de la statistique et des limites de certitude qu'on ne saurait franchir au moyen de systèmes, ayant pour but la mesure de la richesse publique et pour base la valeur ou la quantité des produits.

Les difficultés matérielles de ce qu'on pourrait appeler la récolte des chiffres ne seront qu'effleurées : nous nous attacherons surtout à mettre en relief que, s'il est d'une part logiquement impossible de fonder une méthode chiffrée de mesure de la richesse capable de fonctionner dans le temps et dans l'espace, en s'appuyant uniquement sur l'importance de la production d'une nation exprimée en valeur ou en quantité, il est, d'autre part, possible de réduire ainsi le champ de l'incertain. Jusqu'à quel point est-on parvenu dans cette voie ? et que reste-t-il à faire pour des recherches d'un autre ordre, avant d'obtenir un résultat décisif et complet ?

Montrer ce que ces chiffres et ces cadres peuvent nous donner et ce qu'on ne doit pas leur demander, c'est, à la fois, faire l'éloge de la statistique et faire la critique de ceux qui en abusent pour l'exalter ou la combattre.

Ceci dit, nous nous confions à l'indulgence du lecteur qui devra se souvenir que si l'art est toujours difficile, la critique n'est pas toujours aisée.

*
**

Voyons d'abord en quoi consiste la richesse :

A. Smith, parlant de l'individu, définissait ainsi la richesse : « Un homme est riche ou pauvre suivant les moyens qu'il a de se procurer les choses nécessaires, commodes ou agréables à la vie. »

Cette définition, sous sa simplicité et sa limpidité apparentes, recèle en réalité bien des obscurités : elle est par elle-même l'image très exacte de la fallacieuse clarté qui entoure le problème de la richesse ; elle semble répondre aux faits caractérisant cet état économique, mais si elle paraît nous satisfaire, c'est grâce à son extrême indétermination. A la réflexion, le besoin de préciser s'impose.

En effet, une première obscurité se présente tout naturellement à l'esprit ; elle serait mieux en relief dans l'aphorisme suivant, paraphrase de la première définition : un homme est riche ou pauvre suivant les moyens qu'il a de satisfaire ses besoins et ses désirs. Le degré de richesse peut dépendre, dans ce cas, autant d'un changement dans les moyens de satisfaction que d'un changement dans l'intensité des besoins ou des désirs ressentis. La richesse devient alors un phénomène essentiellement subjectif et l'homme content de peu est en mesure de se considérer comme un riche, si ses maigres désirs sont satisfaits. Cependant, au point de vue économique, un anachorète ne sera jamais qu'un pauvre hère, malgré l'infinie richesse que peut, dans un sens philosophique, lui donner sa sagesse. Aussi bien, Smith considérerait-il la richesse comme étant l'état de possession ou la « command » de beaucoup d'utilités.

Mais, voici que se présente à l'esprit une autre idée apte à faire naître des

confusions : elle a trait aux variations pouvant se produire dans l'intensité de l'effort développé par l'individu pour obtenir les moyens propres à satisfaire ses besoins ou ses désirs. Deux hommes peuvent obtenir un pouvoir d'utilité semblable, l'un avec un facile travail de quelques heures, l'autre avec le pénible effort d'une longue journée de labeur. Lequel devra-t-on considérer comme le plus riche ? Le premier conserve une source latente de richesse dans sa force de travail inemployée ; il jouit d'un repos plus prolongé ; devons-nous en conclure que la richesse est le résultat d'un rapport entre l'effort et l'importance des utilités qui en font le prix ? C'est là une obscurité que Smith n'a pas peu contribué à faire naître en ajoutant, un peu après sa définition, cette phrase ambiguë : « Ainsi, il (l'homme) sera riche ou pauvre, selon la quantité de travail qu'il pourra commander ou qu'il sera en état d'acheter ». Smith, en réalité, fait allusion à l'échange, mais tout en tenant compte de cette considération, il n'en est pas moins vrai que la quantité de travail ⁽¹⁾, qu'un homme est capable d'acheter, n'est que très relativement une mesure de sa richesse ; ce qui constitue réellement sa richesse, c'est ce que ce travail produira. Mais revenons à la forme dans laquelle nous avons posé la question : à un certain point de vue, l'affirmative s'imposerait ; il peut paraître logique de considérer comme le plus riche celui qui obtient le plus de satisfactions avec le moins de travail ; ce n'est là, cependant, que compliquer inutilement la notion de richesse. La richesse est, en effet, un concept qui se suffit à lui-même ; on peut concevoir une échelle de la richesse correspondant à la somme d'utilités qu'un individu est en mesure d'obtenir, quel que soit l'effort qu'il ait développé. On peut, ensuite, considérer cette échelle en relation avec une autre qui mesurera l'effort, le temps de travail ou tout autre élément qu'on voudra. A être ainsi fractionnée, l'étude de ces problèmes gagnera considérablement en clarté.

S'il fallait donner de ces deux difficultés une solution positive, on pourrait dire que l'économie politique considère la richesse comme le degré effectif de satisfaction de ses besoins ou de ses désirs, que l'homme est à même d'atteindre : elle regarde la limite de la satisfaction générale des besoins comme étant pratiquement à l'infini.

Cet état économique de l'homme peut se constater par l'étude directe du degré de satisfaction ; ce qui serait parfaitement conforme à la définition ci-dessus. C'est là, si l'on veut, l'aspect de la question au point de vue *subjectif*. L'étude de la richesse se confond alors avec l'étude du bien-être économique de la famille ou de l'individu, avec l'analyse de l'étalon de vie : quelque délicat que soit ce procédé et quelque vague que soit son résultat, à cause de l'incertitude de l'enquête et des contestations dont il peut être l'objet, il reste toujours et doit rester à la base de toutes les formules mathématiques, imaginées seulement pour faciliter la documentation.

L'école de Jevons, Menger, Böhm Bawerk a dressé des tableaux des besoins suivant leur importance, tableaux dans lesquels il serait peut-être possible de suivre la marche de la richesse en déterminant le degré de satisfaction obtenu dans chaque catégorie ; mais, en tout cas, et malgré la part d'arbitraire qui s'attache souvent aux discussions psychologiques, ces économistes ont largement contribué à éclairer ce problème obscur de la richesse.

Aussi verrons-nous qu'en suivant l'instruction de cette école nos statisticiens

1. En supposant que la quantité de travail puisse se mesurer à sa durée.

ont pu réduire, dans une certaine limite, le champ infini des discussions stériles; il leur a été permis de montrer aussi, d'une façon plus saisissante que cela n'avait été fait antérieurement, ce qu'il faut réellement entendre par ce terme : satisfaction des besoins.

Il est possible, tout en restant d'accord avec ces prémisses, de considérer le degré de richesse d'un individu ou d'un groupe dans les biens eux-mêmes qui servent à satisfaire les besoins : on pourrait dire que c'est là la forme *objective* du même phénomène. Il faudrait alors adopter la définition suivante : la richesse dépend de la quantité et du degré d'utilité des produits que l'unité sociale considérée est capable de se procurer et qu'elle se procure effectivement. Bien entendu, le degré d'utilité doit être pris dans le sens économique, c'est-à-dire toute considération morale ou philosophique écartée. C'est là tenir compte non seulement de l'importance quantitative, mais encore de la qualité des biens, du pouvoir qu'ils ont de nous satisfaire : cette condition sera suffisante, mais nécessaire, pour assimiler l'importance des stocks à l'importance de la satisfaction effective qu'ils comportent.

Dans sa définition, Smith se contente de laisser deviner sa pensée, mais il ne la développe pas ; il serait même assez aisé de citer certaines parties de son œuvre obscurcissant plutôt qu'elles n'éclairent la notion que sa première définition a fait naître. Mais il est nécessaire de tenir compte de ce fait que les anciens économistes, tout en ne considérant pas le rôle de l'utilité comme secondaire dans leur science, s'en occupaient cependant fort peu. Ils la tenaient pour une notion première constituant bien réellement le motif fondamental et la fin de l'effort économique : une force de la demande, toujours présente, mais non susceptible de mesure objective et n'influant pas, au même degré, sur la plupart des phénomènes que ce qu'on pourrait appeler les forces de l'offre. Toute leur attention était portée sur la valeur d'échange qui se fixe souvent autour des frais de production, par le jeu de la loi du moindre effort. Cette tendance les poussait à considérer la quantité de travail que l'homme peut fournir, c'est-à-dire le degré de pénibilité, s'il est permis d'employer ce néologisme, comme élément fixe, et ensuite à ne tenir compte que de la quantité des biens qui représentaient, pour eux, l'élément variable, la richesse.

Cette idée se trouve d'ailleurs assez répandue dans la littérature économique. Nous pouvons voir, par ce qui précède, que cette méthode laisse subsister une lacune et une inexactitude. Il faut cependant lui rendre cette justice, qu'elle distingue la notion de valeur de celle de richesse et qu'elle ne se propose pas de présenter celle-ci comme étant une addition de valeurs. Elle tient compte des quantités de biens et cela, formellement. Mais comme nous l'avons vu, Smith ne parle pas seulement de quantités, il dit, en définissant la richesse, que celle-ci réside dans la quantité de choses utiles, agréables ou commodes à la vie : il laisse ainsi une porte ouverte à l'idée de qualité des biens, tout en ne nous apportant pas, à cet égard, une opinion nettement exprimée.

Il est une autre observation, qu'il est nécessaire de formuler avant de clore ce rapide aperçu : le temps joue un rôle dans l'idée de richesse. L'homme, généralement doué de prévoyance, veut tenir compte de la permanence qu'il est en droit d'attribuer à la source d'utilités dont il dispose : il en résulte qu'il ne peut être question d'un état de richesse borné à un instant immédiatement présent, mais qu'il y a lieu de tenir compte de sa durée probable.

Cette notion, qui est de première importance lorsqu'il s'agit d'un individu, perd un peu de son caractère, lorsqu'on considère un groupe économique important tel qu'une nation, mais cela, il ne faut pas l'oublier, parce qu'il y a combinaison entre des sources de richesses particulières à très longue durée et des sources de richesses particulières à durée plus courte, dont on fait alors la somme.

L'état de richesse pour une nation est de même nature que pour l'individu ; cet aspect se complique cependant de la difficulté de passer du particulier au général, de totaliser les richesses individuelles, sans omission ou double emploi ; mais la question fondamentale reste la même : dans quelle mesure les méthodes employées sont-elles logiquement d'accord avec la définition de la richesse ?

*
**

Il serait fastidieux de parcourir les soixante-trois définitions de la statistique collectionnées par l'Allemand Rumelin. Il suffit de s'en tenir à la définition récemment émise par un maître : « La statistique est le chiffre mis, avec toutes ses ressources, au service de l'observation et du raisonnement. » C'est donc, nécessairement, un appareil mathématique appliqué à la mesure de la richesse que nous fournit la statistique.

Dans notre brève analyse de la richesse, en tant que notion économique, nous nous sommes efforcés de donner une idée suffisante de la matière à mesurer. Nous avons cherché à faire ressortir le double caractère sous lequel se présente ce concept, suivant qu'on l'étudie dans la personnalité même des individus, dans leur satisfaction ou dans les produits qui servent à leur apporter le bien-être.

A ces deux caractères répondent deux méthodes de mensuration : la première, qu'on pourrait appeler la méthode *subjective*, et la seconde, la méthode *objective*. Ce n'est pas parce que la statistique s'appuie sur des chiffres, c'est-à-dire sur les réalités les plus exactes qui soient, que nous ne puissions nous servir de son aide pour parvenir à saisir et à mesurer, plus facilement que par une autre méthode, l'intensité de phénomènes purement subjectifs : la statistique ne fait pas autre chose dans l'application du système des indices. On peut parfaitement se servir de statistiques financières, commerciales, industrielles, judiciaires ou démographiques pour déduire de l'intensité de la circulation ou de la production, du nombre des procès, ou du mouvement de la population, l'état du bien-être économique d'une nation ; on n'aura pas une mesure exacte, mais on sera probablement assez près de la vérité ; et cela, bien que quelques-unes de ces statistiques s'appuient sur des quantités de biens ou sur des valeurs. D'une part, la multiplicité des phénomènes témoins constitue une garantie contre les erreurs graves, d'autre part le soin pris, quelquefois, de tenir compte de symptômes, tels que le nombre des voyageurs par kilomètre de chemin de fer, la consommation de certaines denrées alimentaires, les dépôts aux caisses d'épargne, la consommation du tabac, comme le fait M. Neumann Spallart, introduit un élément très important d'analyse du bien-être subjectif

Aussi n'est-ce pas à l'examen de cette méthode que nous nous proposons de nous attarder. Le caractère relatif de ces constatations s'impose du fait même du procédé employé : ce système n'est qu'un moyen de déduire d'un groupe de faits d'essence « économique-sociale » l'état de richesse d'une nation ; il n'est qu'un mode d'opération plus commode et peut-être plus exact que le système primitif des enquêtes

directes, opérées sur le vif, c'est-à-dire au sein même de la population. Un tel procédé est impropre à faire naître l'abus dans la confiance, aussi bien que l'abus dans la critique ; il est ce qu'il paraît être : un secours de très grande utilité.

A côté de ces méthodes symptomatiques, se trouvent d'autres rubriques statistiques, comme les évaluations de la richesse acquise ou celles des revenus, qui se résument dans des totaux ayant l'apparence d'une affirmation précise et absolument définitive. Comme les premières, celles-ci s'appuient sur des réalités chiffrées, mais avec cette différence qu'il semble n'y avoir plus aucune correction à apporter aux sommes qu'elles nous donnent, aucune autre appréciation à faire que celle d'un chiffre. C'est là ce qui nous autorise à les considérer comme ayant un caractère que n'ont pas les premières ; elles prêtent beaucoup plus à l'équivoque. Leur nom, les matériaux qu'elles emploient, l'usage qui en est fait dans les discussions parlementaires, les généralisations auxquelles elles servent de thème, tout se combine pour donner à ces méthodes une apparence de puissance démonstrative et d'exactitude de mensuration qu'elles ne possèdent pas, au fond, d'une manière directe. C'est plus qu'il n'en faut cependant pour amener le public, sans qu'il en ait conscience, à considérer le résultat de ces opérations arithmétiques comme donnant sans réplique, une mesure de la richesse, comme le degré indiqué sur un thermomètre lui donne celle de la température.

Cet abus inconsidéré a sa contre-partie dans les critiques formulées par quelques bons esprits, qui, eux aussi, dépassent quelquefois la mesure. Puisque c'est dans les statistiques de la *richesse acquise* et dans celles des *revenus* que paraît s'affirmer, de la manière la plus frappante, la nécessité de fixer la limite du crédit à accorder en cette matière à la statistique, ce sont ces méthodes que nous nous proposons d'analyser.

*
**

En se plaçant au point de vue économique et en laissant de côté l'étude générale du bien-être, il n'est pas d'autre moyen de mesurer la richesse que de tenir compte de l'importance des produits ou plutôt des biens dont dispose une nation. Or, cette importance ne prend une forme concrète, saisissable pour être dénombrée, que dans les notions de quantité ou de valeur. L'énumération générale et directe des quantités de biens produits ou mis en réserve, dans une unité de temps, n'a pas donné des résultats assez satisfaisants pour entraîner l'adhésion d'une majorité de spécialistes, témoin le Censur américain. Comme l'a dit justement M. Colson, il est impossible de totaliser des quantités de biens et de produits, faute de commune mesure. Ceci, sans préjudice de ce que nous avons dit au sujet de la non-concordance entre l'importance en quantité et l'importance en utilité.

Il ne reste donc que la valeur. Celle-ci a l'avantage inappréciable d'être une commune mesure de tous les biens économiques. De plus, elle est séduisante dans sa forme comprise de tous, le prix, pratiquée d'un bout à l'autre du monde civilisé sur les marchés financiers et commerciaux, où elle est vérifiée et, pour ainsi dire, certifiée à chaque instant. On s'est donc appuyé sur elle parce qu'elle constitue la base la plus pratique et, au fond, la meilleure. Telle est la vraie raison du succès de cette méthode, qui n'a pas seulement l'avantage de transporter dans le langage scientifique une formule comprise du public ou celui de servir aux profanes des tableaux satisfaisant leur désir de certitude. Ce n'est nullement l'habitude qu'ont les

hommes de comparer leurs revenus particuliers au moyen de l'évaluation en monnaie qui a entraîné l'adoption du prix comme critérium d'évaluation, mais il faut reconnaître, par contre, que cette habitude est peut-être pour beaucoup dans le crédit exagéré qu'accordent les profanes aux énumérations de valeurs. Il ne faut pas se dissimuler le danger de ce système qui, dans certains cas, est susceptible de pousser des ignorants à tirer des conclusions dangereuses ou même à tenter des expériences ruineuses. Cela est d'autant plus vrai que la statistique paraît répondre d'avance à toutes les objections, en faisant une place à la notion du pouvoir d'achat de l'argent : ce serait une grave erreur de s'imaginer que toutes les difficultés soient ainsi résolues.

La coexistence de ces deux idées : 1° que la fortune d'un particulier se mesure par l'estimation de ses capitaux ou par celle de ses revenus en argent, et 2° qu'il suffira de connaître le pouvoir d'achat de la monnaie pour transformer, en une mesure de pouvoir de satisfaction, une certaine somme d'argent, est incontestablement la raison principale pour laquelle on accepte, les yeux fermés, les conclusions qui peuvent se tirer de l'examen comparatif des chiffres.

Or, l'analyse des conditions nécessaires pour que l'évaluation en monnaie puisse donner une mesure exacte de la richesse et la mise au point des résultats qu'elle est susceptible de fournir réellement paraissent propres à jeter provisoirement quelque lumière sur le degré de vérité contenu dans ce raisonnement.

La somme d'argent à la disposition d'un individu permet de mesurer sa richesse d'une manière satisfaisante relativement à la richesse d'un autre individu, mais, tout le monde le sait, cela n'est vrai que dans un même temps et un même lieu, parce qu'il est indispensable que la monnaie ait, pour chacune de ces unités économiques, un pouvoir d'achat égal en utilités, c'est-à-dire un pouvoir égal de satisfaction. C'est là une circonstance de première importance, sensiblement différente de ce qu'on entend généralement par le pouvoir d'achat de l'argent. Quand, par la méthode des index numbers, on cherche à déterminer le pouvoir d'achat de la monnaie, en admettant même qu'on soit en mesure de vaincre les difficultés fondamentales qui empêchent aujourd'hui d'obtenir une solution satisfaisante, ce n'est pas à une mesure de l'utilité, ainsi entendue, qu'on peut espérer parvenir. Nous ne pouvons connaître, par ce moyen, qu'une modification quantitative du rapport existant entre la monnaie et un certain nombre d'unités de biens.

Quand l'ensemble des prix des denrées a monté, cela ne veut dire qu'une chose, c'est qu'une même quantité de métal s'échange contre un moins grand nombre d'unités de produits, et inversement lorsque l'ensemble du prix a baissé, qu'une même quantité de métal s'échange contre un plus grand nombre d'unités de biens, et voilà tout. La qualité de ces biens a pu se modifier considérablement, entraînant, par suite, une modification dans le degré de satisfaction que leur possesseur en éprouve, sans qu'il en résulte nécessairement une modification du pouvoir général d'achat de la monnaie.

Si la mesure relative des richesses individuelles se trouve fort peu affectée quand, pour répondre au désir inné chez l'homme de tenir compte de la permanence probable des sources de son bien-être, on compare des revenus devant s'échelonner vraisemblablement sur des périodes assez longues, c'est que, dans ce cas, on continue à ne considérer qu'une même unité de temps. La durée de la période est, il est vrai, plus prolongée, mais, au cours de ce laps de temps, toute modification du

pouvoir de satisfaction lié à la monnaie agira probablement dans le même sens pour les richesses comparées.

C'est ainsi qu'il faut en réalité entendre le pouvoir de la monnaie en tant qu'instrument de mesure de la richesse. C'est ce que savent fort bien les économistes, quoique tous, peut-être, n'en conviennent pas explicitement. Or nous verrons que, dans quelque sens que l'on pousse l'analyse des statistiques de la richesse publique, on trouve toujours le même obstacle; il suffit d'en tenir compte. On peut alors apprécier sainement, d'une part les services réels rendus par cette méthode, et d'autre part l'exagération des prétentions émises par les amateurs de perfection, qui tiennent énergiquement à comparer directement, par le moyen d'opérations arithmétiques, le pouvoir de satisfaction de l'homme dans des temps et dans des lieux différents, c'est-à-dire dans des conditions qui modifient radicalement le rapport entre l'expression monétaire de la valeur et ce qu'ils tiennent à mesurer.

*
**

STATISTIQUE DITE « *de la richesse acquise* ». — La nature, le capital et le travail sont les sources d'où l'homme tire les biens qui lui sont utiles. Il n'y a pas lieu ici, semble-t-il, de discuter la question de savoir si le capital est un facteur primaire ou un facteur secondaire de la production. Le capital est indispensable à la production intensive moderne et, en conséquence, doué d'une productivité spéciale, puisque l'ensemble de la production humaine se trouverait diminué, s'il cessait d'apporter son concours aux travailleurs. Cette productivité explique le légitime souci qu'ont les statisticiens de donner à la mesure de son importance une des premières places, dans l'ordre de leurs préoccupations.

L'utilité productive de ces trois facteurs coïncide avec le pouvoir productif de l'homme et avec sa richesse : mais personne n'a jamais pu dire dans quelle mesure chacun d'eux coopérait au résultat final. En d'autres termes, il n'est pas possible d'établir un coefficient, tenant compte de l'importance générale des variations particulières du pouvoir productif de l'un d'eux. Une augmentation de la productivité du capital peut, par exemple, se constater en même temps qu'une stagnation dans la productivité des terres en culture. D'autre part, on remarque presque toujours, en pratique, que l'augmentation du pouvoir productif de l'un de ces éléments concorde avec une augmentation de la puissance productive des autres, mais cela, dans une proportion qu'il est impossible de déterminer *a priori*. Cet aspect de la question ne se modifie pas par le fait qu'on applique la valeur à l'estimation de ces agents productifs. La variation de la valeur de l'une de ces forces, c'est-à-dire la variation de la part du produit global que la société est obligée d'attribuer à chacun des éléments qui concourent à la production, pour assurer le meilleur rendement de l'ensemble, n'est pas non plus dans un rapport constant avec la variation de la valeur des autres ou avec celle de l'ensemble. Ceci est un fait d'expérience résultant des statistiques elles-mêmes.

Nous nous proposons donc, en examinant, en premier lieu, la statistique dite « *de la richesse acquise* », de faire ressortir ce que la méthode même qui a présidé à l'établissement de ces cadres et qui ne tient compte que d'un fragment de l'ensemble, ajoute d'incertitude au résultat final, tout en laissant subsister les inconvénients dérivés du défaut de concordance entre les évaluations en monnaie et la marche de la richesse.

Les statistiques dites « de la richesse acquise » sont généralement obtenues par la capitalisation de certains revenus à un certain taux dépendant : 1° du taux général de l'intérêt à un moment donné ; 2° du taux particulier qu'il y a lieu d'appliquer à un revenu donné, en tenant compte du caractère de permanence du pouvoir productif de ce bien. Si le bien ne donne pas un revenu susceptible d'être estimé en argent, on l'évalue d'après son prix de revient.

En appliquant cette méthode au revenu net des biens immobiliers, rente du sol et des mines, au revenu des biens mobiliers, à celui des usines, fonds de commerce, etc., et en comptant les propriétés publiques à leur prix de revient, on obtient une vue d'ensemble de la valeur vénale de tous ces biens.

On a quelquefois désigné ces statistiques sous le nom de statistiques des capitaux. Il ne semble pas que l'appellation soit sans ambiguïté ; elle n'est pas sans prêter le flanc à certaines critiques, fondées dans une assez large mesure. La plupart des économistes admettent que le capital est une valeur mise en réserve par la prévoyance humaine et employée reproductivement : il a donc pour origine l'épargne et pour fin l'accroissement de la productivité du travail.

Les critiques justement adressées à l'école anglaise, pour avoir compris le revenu de l'entrepreneur dans le profit du capital, ne doivent pas être oubliées et cependant on ne peut méconnaître que ces statistiques comprennent, pour une large part, les revenus de l'entrepreneur. Et la rente du sol ? faut-il aussi l'assimiler à l'intérêt du capital ? Quelle que soit l'idée qu'on se fasse sur l'origine de la rente foncière, on ne peut admettre cependant que les facultés productives, indestructibles et impérissables, du sol soient le résultat de la prévoyance ou de l'épargne.

L'extension donnée ainsi à l'idée de capital pourrait être considérée comme une adoption partielle de la théorie très contestable de Mac-Culloch, qui voulait étendre la notion du capital jusques à y comprendre les qualités personnelles des producteurs et le salaire des ouvriers. Ce n'est pas parce que la rente du sol s'échange contre le rendement d'une certaine somme de capital, ou, pour parler autrement, parce que la terre s'échange contre du capital, que la nature et les causes de l'existence de son rendement net se trouvent modifiées. Elle s'échange contre du capital parce qu'elle donne un revenu, mais les motifs pour lesquels il y a un revenu ne sont pas les mêmes dans le cas de la terre et dans celui de l'épargne. Aussi, le plus généralement, voyons-nous ces évaluations considérées comme des recensements de la fortune publique ou de la richesse acquise.

Ces expressions paraissent, à première vue, mieux appropriées à la nature des biens qu'énumèrent les statistiques en question. Il ne faudrait pas cependant considérer la dénomination de richesse acquise (1) comme étant strictement exacte. A un certain point de vue, en effet, on peut se demander en quoi la rente de la terre, le profit de l'entrepreneur sont des richesses acquises, c'est-à-dire destinées à produire automatiquement un revenu à peu près fixe. Leur valeur dépend de celle des produits. Elle est si peu acquise qu'elle ne cesse de varier ; aussi semble-t-il que l'expression la plus appropriée soit celle de « fortune publique », en ayant soin

1. On remarquera que le terme « richesse » ne sert plus ici à désigner un état économique, mais un bien productif. Ces acceptions différentes du même mot, consacrées par l'usage, n'ont pas peu contribué à obscurcir la matière ; elles ont amené certains économistes à bannir inexorablement le mot de leurs traités. (Voy. BLACK, *Progrès de la science économique.*)

d'entendre ce terme d'une manière très large, et en se gardant d'un retour vers le cas où on a à évaluer des fortunes particulières : car ici, nous ne sommes plus dans le milieu nécessaire pour que l'estimation en monnaie soit correcte. Il faut prendre la « fortune publique » dans le sens d'un bilan totalisant des valeurs de liquidation. C'est à propos de cet ensemble d'une nature très vague que de bons esprits se sont souvent demandé si le plus clair de notre richesse acquise, nous ne disons pas de notre capital, n'était pas concentré dans nos qualités personnelles, rejetant par conséquent, et tout à fait, cette méthode, pour s'appliquer à connaître les effets de ces qualités personnelles et à en mesurer les résultats dans les biens produits annuellement, c'est-à-dire dans nos revenus.

Mais laissons là le nom et voyons la chose : est-ce mesurer le pouvoir qu'ont les particuliers d'acquérir les produits nécessaires, utiles et agréables à la vie, que de suivre l'augmentation ou la diminution d'une somme de biens productifs, exprimée en monnaie par la capitalisation du revenu net de ces biens ? Peut-il être question d'une capitalisation de toutes les valeurs qu'est susceptible de produire une nation, quand on laisse de côté la valeur du travail, négligeant ainsi la partie la plus importante de la richesse publique ?

M. Colson estime, en effet, que les revenus de la richesse acquise ne représentent que le tiers du total, tandis que la rémunération du travail a une importance double. Ce serait là accumuler à plaisir toutes les difficultés imaginables : aux difficultés provenant des variations du pouvoir d'achat de la monnaie, on ajouterait celle qui résulte de l'application du taux de l'intérêt courant à l'époque et servant de base à la valeur des biens envisagés. A l'impossibilité de trouver une relation constante entre l'utilité totale des biens et leur valeur, on ajouterait l'impossibilité de découvrir une relation constante entre la valeur des biens considérés et celle du travail.

Toutes ces considérations sont connues des économistes statisticiens et c'est les desservir, que de laisser supposer qu'ils n'en tiennent pas compte. Si l'on veut s'en convaincre, il n'y a qu'à parcourir la floraison nombreuse des diverses méthodes d'analyse de la richesse : toute cette ingéniosité, toutes ces savantes combinaisons ne verraient pas le jour, si, pour ceux qui placent leurs efforts sous le patronage de la science économique, la question apparaissait sous une forme aussi simpliste.

Afin de dissiper tout malentendu à cet égard, poursuivons maintenant notre étude. Voyons les points faibles pouvant être regardés comme propres aux statistiques de la richesse acquise, en nous réservant de traiter plus spécialement la question du rapport entre le pouvoir d'achat de la monnaie, l'utilité et la valeur, à propos des statistiques énumérant les revenus. Il nous paraît d'abord équitable de signaler que quelques-unes des réflexions qui vont suivre peuvent se trouver n'être qu'une répétition de choses déjà écrites par des plumes plus autorisées que la nôtre.

L'application du taux de l'intérêt courant à l'époque ou dans l'endroit considéré, qui se fait à l'aide de la formule de capitalisation destinée à exprimer la valeur-monnaie des biens en question, est capable de déterminer des variations à elle spéciales, susceptibles de faire varier considérablement le total, soit en diminuant la somme en cas de hausse de l'intérêt, soit en l'augmentant en cas de baisse. Ces variations peuvent se produire en sens inverse de l'augmentation de la richesse ou de sa diminution. On sait qu'une extension du champ d'emploi du capital, par suite

d'un débouché nouveau, ou d'inventions permettant d'augmenter le rendement technique des installations industrielles, entraîne, toutes choses égales d'ailleurs, et, au moins pour un certain temps, une hausse du taux de l'intérêt. Quand on évalue ainsi, avec ce taux d'intérêt modifié, des capitaux déjà investis, on se trouve en face d'un total diminué, sans que la richesse ait, par ce fait, subi une diminution. Il faudrait pouvoir tenir compte de cela, autrement les variations du total considéré pourraient s'écarter considérablement de la réalité. Mais la hausse du taux de l'intérêt peut aussi provenir d'une diminution de la sécurité ou de grandes destructions de capitaux, à la suite de guerres ou de calamités. On serait donc obligé de faire intervenir les causes mêmes du changement et d'en tenir compte dans le total. Il est peut-être permis de considérer cette difficulté comme étant la forme que revêt l'antinomie entre la valeur et la richesse, dans le calcul de la capitalisation, mais cette forme particulière qui, dans l'espèce, vient s'ajouter à la nécessité de traduire l'expression monétaire de la valeur en degrés d'utilité, nous a paru nécessiter une mention spéciale. Précisément, il se trouve que ces statistiques contiennent certaines valeurs, comme l'évaluation du domaine national ou communal, portées à leur prix de revient en argent. Or ce prix de revient peut subir, dans sa signification réelle, des modifications, à la suite de variations se produisant dans le pouvoir qu'a la monnaie de s'échanger contre plus ou moins de marchandises, variations qui n'ont pas lieu nécessairement dans le même sens que celles du taux de l'intérêt. Il y a donc là deux éléments nettement différents, dont l'action simultanée augmente la confusion.

(A suivre.)

André PINARD.
